

3  
octobre  
2006

## Loi sur le contrôle des finances (LCCF)

Etat au  
1<sup>er</sup> janvier 2018

*Le Grand Conseil de la République et Canton de Neuchâtel,*  
vu les articles 69 et 77 de la Constitution de la République et Canton de Neuchâtel (Cst. NE), du 24 septembre 2000<sup>1)</sup>;  
sur la proposition du Conseil d'Etat, du 16 août 2006,  
*décrète:*

### TITRE PREMIER

#### Dispositions générales

- Objet** **Article premier** La présente loi règle la surveillance des finances par le contrôle cantonal des finances (ci-après: CCF).
- But** **Art. 2** Le CCF assure en toute indépendance la vérification de la gestion financière et de la comptabilité des entités mentionnées à l'article 12.
- Principes** **Art. 3** <sup>1</sup>Le CCF exerce son activité dans le respect des principes reconnus de la révision.  
<sup>2</sup>Il vérifie la conformité de la comptabilité et de la gestion financière avec les principes reconnus en la matière.  
<sup>3</sup>Le CCF propose toutes mesures qu'il juge utiles, telles que des mesures de rationalisation ou attire l'attention sur des dépenses qui lui paraissent évitables ou sur la possibilité de proposer de nouvelles recettes.  
<sup>4</sup>Il ne peut pas être chargé de tâches d'exécution.

### TITRE II

#### Organisation

- Contrôle cantonal des finances** **Art. 4** <sup>1</sup>Le CCF est l'organe compétent en matière de surveillance financière de l'Etat.  
<sup>2</sup>Il peut assister le Conseil d'Etat, le Conseil de la magistrature et les départements dans l'exercice de la surveillance financière qui leur incombe.
- Indépendance** **Art. 5** <sup>1</sup>Le CCF est autonome dans l'accomplissement de ses fonctions.  
<sup>2</sup>Le CCF traite avec le Conseil d'Etat.  
<sup>3</sup>Le Conseil d'Etat définit ses relations avec le CCF.

FO 2006 N° 79

<sup>1)</sup> RSN 101

## 601.3

---

Chef du CCF **Art. 6** Le Conseil d'Etat nomme un ou une spécialiste de la révision en tant que chef ou cheffe du CCF.

Organe de révision **Art. 7<sup>2)</sup>** <sup>1</sup>Une fois par législature, un réviseur externe vérifie les comptes de fonctionnement du CCF et procède au contrôle de la qualité et à l'évaluation des prestations.

<sup>2</sup>Le Conseil d'Etat désigne le réviseur externe et lui attribue un mandat. Le réviseur externe doit être agréé au sens des dispositions de la loi sur la surveillance de la révision. Il peut s'agir d'une société fiduciaire.

<sup>3</sup>Le réviseur mandaté informe le Conseil d'Etat ainsi que la commission de gestion et la commission des finances du Grand Conseil des résultats de ses activités.

### TITRE III

#### Budget et émoluments

Budget **Art. 8** Le CCF établit son budget et le présente au Conseil d'Etat.

Émoluments **Art. 9** <sup>1</sup>Le CCF perçoit des émoluments pour les travaux qu'il effectue pour des entités autres que celles visées à l'article 12, alinéa 1.

<sup>2</sup>Les entités visées à l'article 12, alinéa 1, peuvent être soumises à émolument si leur financement dépend de tiers.

<sup>3</sup>Le Conseil d'Etat fixe le tarif.

### TITRE IV

#### Collaboration

Recours à des mandataires **Art. 10** Dans le cadre de son budget, le CCF peut recourir à des mandataires si l'exécution de ses tâches requiert des connaissances particulières ou s'il ne peut pas les assumer avec l'effectif ordinaire de son personnel.

Collaboration avec des tiers **Art. 11** Pour permettre au CCF d'assumer ses tâches, le canton peut collaborer avec des institutions publiques ou privées ou adhérer à des conventions intercantionales.

### TITRE V

#### Contrôle et autres tâches

Entités soumises au contrôle **Art. 12** <sup>1</sup>Sont soumises à la surveillance du CCF:

- a) l'administration cantonale;
- b) les autorités judiciaires;
- c) les structures dépourvues de la personnalité juridique dépendant de l'Etat.

<sup>2</sup>Sur décision du Conseil d'Etat, l'activité du CCF peut en outre s'exercer notamment sur:

---

<sup>2)</sup> Teneur selon L du 30 octobre 2012 (RSN 151.10; FO 2012 N° 45) avec effet au 28 mai 2013 et L du 20 janvier 2015 (FO 2015 N° 5) avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2015

- a) les établissements cantonaux de droit public dotés de la personnalité juridique;
- b) les personnes morales et autres organismes de droit privé dans lesquels l'Etat détient une participation majoritaire;
- c) les structures et les personnes privées bénéficiant de subventions cantonales;
- d) les personnes privées qui effectuent des tâches de droit public;
- e) les groupements d'autorités;
- f) les organismes intercantonaux et interrégionaux.

Tâches  
essentielles

**Art. 13<sup>3)</sup>** <sup>1</sup>Le CCF a pour tâches essentielles:

- a) de vérifier la conformité aux exigences légales de la comptabilité et des comptes annuels de l'Etat;
- b) de contrôler la gestion financière des comptes des unités administratives (révision des services et offices);
- c) de contrôler les activités d'investissement de l'Etat;
- d) de vérifier la fiabilité des systèmes de contrôle interne;
- e) de vérifier la fiabilité des applications informatiques de nature financière et comptable;
- f) de procéder à la révision des comptes annuels des entités prévues à l'article 12, alinéa 2;
- g) de remplir les mandats de contrôle attribués par la Confédération.

Surveillance en  
dehors de  
l'administration  
cantonale

**Art. 14** <sup>1</sup>L'activité de contrôle peut selon les besoins s'exercer en dehors de l'administration cantonale.

<sup>2</sup>L'activité de contrôle hors administration cantonale s'inscrit dans le cadre des missions de contrôles auprès des services et offices de l'administration cantonale, des autorités judiciaires et des structures dépourvues de la personnalité juridique dépendant de l'Etat, lorsque le CCF juge nécessaire d'étendre le champ de contrôles.

<sup>3</sup>Ces contrôles sont effectués auprès des entités et des personnes énumérées à l'article 12, alinéa 2.

<sup>4</sup>Si une entité mentionnée à l'alinéa 3 refuse le contrôle, le CCF en informe le Conseil d'Etat, qui prend les mesures appropriées.

Mandats spéciaux

**Art. 15<sup>4)</sup>** <sup>1</sup>Le CCF peut assumer des mandats spéciaux sur demande du Conseil d'Etat, de la commission de gestion ou de la commission des finances du Grand Conseil, du Conseil de la magistrature ou de toute autre entité habilitée à le faire.

<sup>2</sup>Dans le cadre de son indépendance, le CCF peut refuser les mandats de contrôle spéciaux qui lui sont proposés, notamment s'ils n'entrent pas dans son domaine de compétence ou s'ils empêchent la réalisation des tâches essentielles définies à l'article 13.

<sup>3)</sup> Teneur selon L du 24 juin 2014 (RSN 601; FO 2014 N° 28) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015

<sup>4)</sup> Teneur selon L du 30 octobre 2012 (RSN 151.10; FO 2012 N° 45) avec effet au 28 mai 2013 et L du 20 janvier 2015 (FO 2015 N° 5) avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2015

*TITRE VI*

**Relations avec les autorités et les institutions**

Principe	<p><b>Art. 16</b> <sup>1</sup>Le CCF traite directement avec les entités et les personnes soumises à sa surveillance.</p> <p><sup>2</sup>Il dispose de tout pouvoir d'investigation et peut intervenir en tout temps.</p>
Obligation de collaborer et de renseigner	<p><b>Art. 17</b> <sup>1</sup>Les entités et les personnes soumises à la surveillance du CCF sont tenues de le renseigner, de lui permettre de consulter leurs documents et plus généralement de l'assister dans l'accomplissement de ses tâches. Elles ne peuvent invoquer aucune obligation légale de garder le secret.</p> <p><sup>2</sup>L'accès à tous les fichiers et applications informatiques doit lui être garanti, y compris l'accès aux fichiers et applications gérés dans le cadre de l'entité neuchâteloise sur d'autres sites informatiques que celui de l'Etat.</p> <p><sup>3</sup>Les collaborateurs du CCF qui ont connaissance de faits soumis au secret sont eux-mêmes tenus au secret. Il en est de même pour les mandataires (art. 10) auxquels recourt le CCF.</p>
Protection des données	<p><b>Art. 17a</b><sup>5)</sup> Le CCF peut accéder en ligne à toutes les données nécessaires à l'accomplissement des tâches mentionnées aux articles 13 à 15 de la présente loi, y compris les données sensibles et les données soumises au secret fiscal.</p>
Communication	<p><b>Art. 18</b><sup>6)</sup> <sup>1</sup>Le secrétariat général du Grand Conseil remet au CCF tout acte du Grand Conseil ayant une portée financière.</p> <p><sup>2</sup>La chancellerie d'Etat en fait de même pour le Conseil d'Etat.</p> <p><sup>3</sup>Les autorités judiciaires et les départements sont soumis à la même obligation.</p>
Relations avec le Conseil d'Etat	<p><b>Art. 19</b> Le Conseil d'Etat ou une délégation du Conseil d'Etat reçoit régulièrement le chef ou la cheffe du CCF pour un échange de vues.</p>
Relations avec le Grand Conseil	<p><b>Art. 20</b><sup>7)</sup> En cas de besoin, les organes du Grand Conseil s'adressent au CCF par la commission de gestion ou par la commission des finances. Ces dernières entretiennent des contacts réguliers avec le CCF.</p>

*TITRE VII*

**Rapports**

Rapports de contrôle d'audit interne	<p><b>Art. 21</b><sup>8)</sup> <sup>1</sup>Le CCF consigne le résultat de ses investigations dans un rapport qu'il adresse aux membres du Conseil d'Etat, au chancelier d'Etat et à l'organe contrôlé, ainsi qu'aux services centraux de l'administration cantonale s'ils sont concernés par une partie des observations émises.</p>
--------------------------------------	--

---

<sup>5)</sup> Introduit par L du 5 décembre 2017 (RSN 150.5; FO 2017 N° 52) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2018

<sup>6)</sup> Teneur selon L du 30 octobre 2012 (RSN 151.10; FO 2012 N° 45) avec effet au 28 mai 2013

<sup>7)</sup> Teneur selon L du 30 octobre 2012 (RSN 151.10; FO 2012 N° 45) avec effet au 28 mai 2013 et L du 20 janvier 2015 (FO 2015 N° 5) avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2015

<sup>8)</sup> Teneur selon L du 24 juin 2014 (RSN 601; FO 2014 N° 28) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015

<sup>2</sup>Lorsqu'il constate une lacune ou une erreur, le CCF fixe à l'organe contrôlé un délai pour y remédier; il peut formuler des propositions.

<sup>3</sup>Le CCF invite les organes contrôlés à prendre position, dans un délai déterminé, sur les observations et les recommandations émises dans ses rapports. Si l'organe contrôlé ne se prononce pas dans le délai fixé, ou s'il ne donne pas suite aux recommandations émises, le CCF soumet le cas, avec ses propositions, au chef ou à la cheffe du département intéressé et au président ou à la présidente du Conseil d'Etat.

<sup>4</sup>En cas de divergence, le chef ou la cheffe du département intéressé ou le président ou la présidente du Conseil d'Etat saisit le Conseil d'Etat qui statue définitivement.

Rapport d'audit sur les comptes annuels de l'Etat **Art. 21a**<sup>9)</sup> <sup>1</sup>Le CCF établit un rapport succinct sur les comptes annuels de l'Etat et l'adresse au Grand Conseil.

<sup>2</sup>Il établit un rapport détaillé sur les comptes annuels de l'Etat et l'adresse aux membres du Conseil d'Etat, à la chancellerie ou au chancelier d'Etat, à la commission des finances du Grand Conseil, au service financier ainsi qu'aux autres services centraux de l'administration cantonale s'ils sont concernés par une partie des observations émises. L'article 21, alinéas 2 à 4, est applicable par analogie.

Découverte d'irrégularités

**Art. 22**<sup>10)</sup> <sup>1</sup>S'il découvre des irrégularités propres à entraîner le dépôt de mesures conservatoires, le CCF prend immédiatement toutes les mesures nécessaires et avise sans tarder le chef ou la cheffe du département intéressé, le Conseil d'Etat et les bureaux de la commission des finances et de la commission de gestion du Grand Conseil.

<sup>2</sup>Le CCF signale au ministère public les infractions qui se poursuivent d'office et dont il a connaissance dans le cadre de ses activités.

Rapport de gestion et d'activité

**Art. 23**<sup>11)</sup> <sup>1</sup>Le CCF présente au Conseil d'Etat un rapport annuel de gestion. Ce rapport est communiqué au Grand Conseil.

<sup>2</sup>Le CCF établit en outre un rapport annuel d'activité, qui est communiqué à chaque membre du Conseil d'Etat, au chancelier d'Etat, à la commission de gestion et à la commission des finances du Grand Conseil.

Consultation et publicité des documents

**Art. 24**<sup>12)</sup> <sup>1</sup>Les rapports cités à l'article 21a, alinéa 1, et à l'article 23, alinéa 1, sont publics.

<sup>2</sup>Les autres documents remis au CCF ou émanant de celui-ci ne sont pas publics; en particulier, ils ne sont pas accessibles en vertu de la législation en matière de transparence des activités étatiques.

<sup>3</sup>Toutefois, le CCF peut en toute indépendance prendre la décision de rendre l'un de ses rapports public. Le CCF peut également décider d'un accès limité ou assorti de charges comme le prévoit la loi sur la transparence aux articles 24 et 25.

<sup>9)</sup> Introduit par L du 24 juin 2014 (RSN 601; FO 2014 N° 28) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015

<sup>10)</sup> Teneur selon L du 30 octobre 2012 (RSN 151.10; FO 2012 N° 45) avec effet au 28 mai 2013 et L du 20 janvier 2015 (FO 2015 N° 5) avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2015

<sup>11)</sup> Teneur selon L du 30 octobre 2012 (RSN 151.10; FO 2012 N° 45) avec effet au 28 mai 2013 et L du 20 janvier 2015 (FO 2015 N° 5) avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2015

<sup>12)</sup> Teneur selon L du 24 juin 2014 (RSN 601; FO 2014 N° 28) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015

*TITRE VIII*

**Dispositions finales**

Modification du  
droit en vigueur

**Art. 25** Les modifications du droit en vigueur figurent en annexe.

**Art. 26**<sup>13)</sup>

Entrée en vigueur

**Art. 27** <sup>1</sup>La présente loi est soumise au référendum facultatif.

<sup>2</sup>Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

<sup>3</sup>Il pourvoit, s'il y a lieu, à sa promulgation et à son exécution.

Loi promulguée par le Conseil d'Etat le 4 décembre 2006.

L'entrée en vigueur est fixée avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2007.

---

<sup>13)</sup> Abrogé par L du 27 janvier 2010 (FO 2010 N° 5) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2011

## Modification du droit en vigueur

Le droit en vigueur est modifié comme suit:

### 1. Loi sur les finances, du 21 octobre 1980<sup>14)</sup>

*Art. 48 à 57*

*Abrogés*

### 2. Le terme "inspection des finances" est remplacé par celui de "contrôle cantonal des finances" dans les textes suivants:

- a) article 33, alinéa 2, de la loi sur la viticulture (LVit), du 30 juin 1976<sup>15)</sup>;
- b) chiffre 3 de l'annexe intitulée "Liste des fonctions de l'administration cantonale incompatibles avec le mandat de député au Grand Conseil" à la loi sur les droits politiques (LDP), du 17 octobre 1984<sup>16)</sup>;
- c) article 7, alinéa 1, lettre *b*, de la loi sur la haute surveillance de la gestion du Tribunal cantonal et l'exercice des autres compétences du Grand Conseil en matière judiciaire (loi sur la haute surveillance, LHS), du 27 janvier 2004<sup>17)</sup>;
- d) article 38, alinéa 2, du décret portant adhésion du canton de Neuchâtel à la convention visant à la création de la Haute école ARC Neuchâtel-Berne-Jura et portant abrogation des dispositions légales relatives à la Haute école neuchâteloise (HEN), du 28 janvier 2004<sup>18)</sup>.

---

<sup>14)</sup> RSN 601

<sup>15)</sup> RSN 916.120

<sup>16)</sup> RSN 141

<sup>17)</sup> RSN 151.110

<sup>18)</sup> RSN 416.67